

La Russie, puissance ré-émergente¹

Contribution au débat sur un monde bipolaire

Rémi Perelman, *Asie 21*, décembre 2006

La puissance américaine et le dynamisme chinois sont tels que l'hypothèse d'une évolution vers un monde bipolaire vient naturellement à l'esprit. C'est sans doute aller un peu vite en besogne, car cela supposerait que chaque pays du globe choisirait de se ranger plus ou moins derrière l'un des deux champions. En fait, des pôles multiples se profilent avec la convergence de pays émergents aux intérêts différents de ceux des grandes puissances établies. Ils se manifestent spectaculairement aux tribunes des organisations multilatérales. Il est vraisemblable que l'écroulement du Mur de Berlin ait signé la fin d'un partage du monde selon une bi- ou tripartition. Les alliances de demain, à géométrie variable entre pôles constitués ou à venir, conjuguée avec une dissociation des intérêts économiques, politiques et éthiques, remplaceront les blocs de type westphalien auxquels nous nous étions habitués. Tout se passe comme si la mondialisation des marchés conduise chaque pays à l'affronter au mieux en se regroupant avec ses voisins. L'Amérique latine rompt pays par pays le cordon ombilical avec les États-Unis. Les pays de l'ASEAN tentent de conduire une diplomatie collective destinée à éviter un lien excessif avec la Chine. Le rôle de la Fédération de Russie (la Russie dans ce qui suit) n'est plus réductible à celui du vassal qu'il avait pu être sous Eltsine. Il est instructif de s'arrêter sur la position géopolitique de ce pays – un quasi-continent.

Les Etats-Unis, la Chine, mais aussi la Russie

Sa richesse en énergie – pétrole et gaz – donne à la Russie un éminent rapport de force pour les vingt ans à venir dans ses relations avec le reste du monde : Europe, Chine, Japon et Corée, voire États-Unis... Ceux-ci ont essayé de mettre en œuvre une stratégie d'affaiblissement systématique à son encontre dans le but de contrôler, à terme, ses ressources énergétiques comme celles de l'ensemble de la planète. En face, appuyée sur ses alliés (l'Iran - pays avec lequel les liens traditionnels et l'attache nucléaire jouent fortement -, l'Arménie et la Syrie), la Russie se sent capable de ne pas se soumettre aux ambitions américaines. Il ne s'agit pas ici de dire que la situation pourrait évoluer vers un affrontement bilatéral, mais de montrer qu'outre les États-Unis et la Chine, un troisième pôle pour le moins est susceptible de coexister avec les deux premiers (quant à l'Europe, la situation à cet égard reste bien confuse).

La partie de bras de fer qui se joue entre Washington et Moscou révèle que la Russie est qualifiée comme pôle. Ce qui suit en analyse les épisodes les plus significatifs.

La coalition des intérêts privés des pétroliers et du complexe militaro-industriel américain

Il semble d'abord que, depuis 1991, l'administration américaine, vainqueur de la Guerre Froide, ne se soit jamais satisfaite de n'avoir pu étendre son influence sur la Russie, comme cela avait été le cas après la défaite du second Reich pour le Japon sous McArthur puis pour l'Europe du Plan Marshall ("acte extraordinaire de générosité stratégique"²). Malgré quelques espoirs avec M. Gorbatchev, puis B. Eltsine, le *vae victis* n'a pu fonctionner avec Vladimir V. Poutine. Il n'est pas un gouvernant qui ne soit convaincu que le contrôle des sources d'énergie soit un élément de la puissance nationale, la Russie autant que les États-Unis. La conceptualisation la plus récente de la politique américaine examinée sous ce jour procède de l'équipe des néo-conservateurs née avec la famille Bush et notamment de son représentant au pouvoir qu'est le vice-président Richard B. « Dick » Cheney³. Dans le droit fil de la géopolitique classique énoncée par Mackinder puis Brzezinski (la prééminence sur le continent eurasiatique sert de point d'ancrage à la « domination globale ») et en résumant sans doute excessivement, on peut ramener la politique américaine conduite par l'administration Bush-Cheney, à celle de la coalition des intérêts privés des pétroliers et du complexe militaro-industriel⁴. La « stratégie Cheney », visant à assurer aux États-Unis le contrôle absolu des ressources énergétiques⁵ (et par conséquent, celui des régions productrices de pétrole et de gaz) veille à maintenir une nette suprématie militaire sur la Russie, où se trouve à la fois le « trésor » des hydrocarbures et la menace. En revanche, une Chine sans enjeu énergétique propre ne présente aucune menace si l'on parvient à maîtriser ses fournisseurs d'énergie

¹ Source principale : *The Emerging Russian Giant Plays its Cards Strategically*, F. William Engdahl, Global Research, October 7, 2006. F. W. Engdahl is a Global Research Contributing Editor and author of the book, "A Century of War: Anglo-American Oil Politics and the New World Order", Pluto Press Ltd. He has completed a soon-to-be published book on GMO titled, "Seeds of Destruction: The Hidden Political Agenda Behind GMO".

² Journal Le Monde, 9 juin 1997.

³ Voir un bref rappel de sa carrière politique en annexe.

⁴ Halliburton Inc., la société un moment dirigée par D. Cheney, associe ces deux activités (énergie et services géophysiques ; construction de bases militaires –la plus importante au monde).

⁵ Par le biais de la présence opérationnelle des quatre majors américaines ou liées à Washington, les *Big Four* : ChevronTexaco, ExxonMobil, BP, Royal Dutch Shell.

extérieurs où qu'ils soient, et particulièrement en Russie, avec laquelle la relation terrestre est l'abri de la suprématie navale américaine.

La vision géopolitique de Dick Cheney, première cible : l'Irak

Il est utile de comprendre la vision géopolitique de l'homme qui, après avoir été le Secrétaire à la défense du père exerce une influence prédominante sur l'administration G. W. Bush. En septembre 1999, alors qu'il était encore Directeur général d'Halliburton (1995-2000), D. Cheney exprimait cette vision à Londres devant 300 dirigeants de compagnies pétrolières réunis par l'Institut du pétrole de la manière suivante : l'approvisionnement en énergie des États-Unis, dont la consommation s'accroît tous les jours, est une nécessité vitale. Mais il existe un frein à l'ambition des sociétés américaines et alliées concernées. Ce frein est de nature politique : les hydrocarbures sont très majoritairement sous contrôle gouvernemental. Pour disposer du pétrole, il faut donc soit s'entendre avec l'État qui en dispose, sinon, disposer de l'État qui en possède. Quels États ? Ceux du Moyen-Orient bien sûr avec les deux tiers des réserves mondiales au coût d'extraction le plus faible, mais aussi la Russie où se trouvent les plus significatifs des gisements nouveaux, pétrole et, surtout, gaz. Le tour d'horizon montre que l'Irak de Saddam Hussein présente, dans l'immédiat, la seule bonne cible, car les deux autres présentent a priori des situations difficiles qui réclament un peu plus de temps : l'Iran (seconde réserve de gaz mondiale) est sous la coupe d'une théocratie anti-américaine tandis que les gisements de la mer Caspienne font déjà l'objet d'une âpre bataille géopolitique, loin d'être résolue, entre Moscou et Washington.

En 2000, un an après cette conférence de Londres, D. Cheney, devenu vice-président des États-Unis, entouré de ses amis R. Rumsfeld, nommé Secrétaire à la défense⁶ et de P. Wolfowitz, publie une directive, *Re-building America's Defenses*, directement inspirée par le *Project for the New American Century*⁷ (PNAC). *Think-tank* néo-conservateur créé en 1997 par D. Cheney, le PNAC prône la domination des États-Unis sur le monde y compris par des moyens militaires. La seconde guerre d'Irak sera la première étape d'une stratégie globale de maîtrise des ressources énergétiques du continent eurasiatique. *Re-building America's Defenses* invite le nouveau président des États-Unis à trouver un prétexte pour déclencher la guerre (avant même l'évocation des armes de destruction massive, la première « justification » avancée était l'inachèvement de la première guerre du Golfe), afin d'occuper le pays et de prendre le contrôle direct du second champ de pétrole du Moyen-Orient. Le rapport note que « la nécessité d'une présence dans le Golfe d'une force américaine substantielle transcende le sujet du régime de Saddam Hussein ».

En 2001, deux ans avant le déclenchement des hostilités, l'Irak est à nouveau désigné comme cible par le *National Energy Policy Development Group* (NEPDG) ou *Energy Task Force* (janvier –mai 2001), que préside D. Cheney, toujours lui, et où siègent les représentants des administrations et industries concernées, dont le président d'Enron⁸. Depuis, les suites judiciaires du scandale provoqué par cette société ont contraint la *Task Force* à produire des dossiers destinés à rester secrets. Parmi ces documents figurent des cartes détaillées du dispositif pétrolier irakien et l'analyse des contrats passés par l'État irakien, notamment avec les compagnies chinoises, françaises et russes⁹. L'un des premiers actes auxquels a procédé Washington après la victoire militaire de 2003 aura été de les déclarer nuls et non avenue pour pouvoir redistribuer des ressources correspondantes. Fin 2006, le rapport Baker-Hamilton sur la conduite à tenir pour sortir de l'impasse irakienne se situe d'une manière assez hypocrite dans cette logique¹⁰. Alors que le premier objectif en vue de la domination des ressources énergétiques est théoriquement atteint, la marche vers le contrôle des hydrocarbures russes a déjà été amorcée.

La tentative de contrôle des hydrocarbures russes

Censé pouvoir mettre l'Irak à la main de Washington, le recours à l'intervention militaire ne pouvant être utilisé ici, une stratégie douce s'imposait. Les États-Unis ont donc tenté d'emprunter deux chemins : 1) parachever le démembrement de l'ex-URSS ; 2) déconstruire la Russie une fois pour toute comme rival potentiel en prenant le contrôle de ses ressources en hydrocarbures et en incitant l'accession d'un allié à la présidence russe en 2008.

Le démembrement de l'ex-Union soviétique a consisté à attirer les anciens pays satellites, non seulement au sein de l'Union européenne, mais surtout au sein de l'OTAN dans le cadre d'opérations de démocratisation

⁶ Après les deux administrations Clinton, R. Rumsfeld succède à D. Cheney dans ce poste, qui l'avait lui-même tenu sous Bush père.

⁷ Voir annexe.

⁸ Cheney avait notamment élaboré avec Ken Lay, le président d'Enron, un projet de gazoduc impliquant un passage sur le territoire afghan.

⁹ Document libellé *Foreign Suitors for Iraqi Oilfield Contracts*. NB : les trois pays correspondants siègent au Conseil de sécurité des NU.

¹⁰ En effet, le point de vue de Washington s'exprime dans deux recommandations, éloignées l'une de l'autre dans la liste dressée par la commission, respectivement : n° 23 : « le président doit réaffirmer que les États-Unis ne cherchent pas à prendre le contrôle du pétrole irakien » ; n° 62 : « le gouvernement américain doit, le plus tôt possible, apporter au gouvernement irakien une assistance technique pour préparer un projet de loi sur le pétrole définissant les droits des gouvernements régionaux et locaux et créant un cadre fiscal et juridique pour l'investissement ».

blocage et donnait un certain crédit à une ambition politique affichée²⁰. L'ampleur des protestations suscitées aux États-Unis par l'arrestation, le procès et la condamnation de Khodorkovsky, au nom des droits de l'homme, a permis de mesurer celle de la déception de voir s'échapper une si belle proie.

Le refroidissement des relations russo-américaines

Après la concordance de vue exprimée après l'attentat du 11 septembre 2001 et un consensus sur la guerre contre le terrorisme international, les relations entre Moscou et Washington se sont progressivement détériorées avec la dénonciation unilatérale du Traité sur la limitation des missiles anti-missiles balistiques (ABM) en décembre 2001, la guerre préventive en Irak en mars 2003, puis par la « révolution des roses » en Géorgie en novembre 2003.

À ces raisons générales, se sont ajoutés des griefs répétés : 1) la mauvaise volonté de Washington pour admettre la Russie à l'OMC²¹ ; 2) les sanctions contre les industriels russes de l'armement²² ; 3) la campagne anglo-américaine contre l'acquisition par Gazprom de parts dans l'exploitation du gisement gazier de Sakhaline 2 ; 4) le prosélytisme de l'OTAN auprès des anciennes républiques soviétiques ; 5) l'appui donné au président géorgien formé aux États-Unis Mikhaïl Saakashvili ; 6) le déploiement du système de missiles en Pologne²³ et en République tchèque sous le prétexte de lutte contre le terrorisme international ainsi que la mise en place, sous couvert de l'OTAN, d'un Système européen de défense antimissile²⁴ ; 7) la saisine du conseil de sécurité des Nations unies par les États-Unis en vue de blâmer l'alliée biélorusse de la Russie, pour son mépris des droits de l'homme ; 8) le soupçon d'une conspiration américaine destinée à fomenter une révolution colorée à Moscou lors des élections présidentielles de 2008 tel qu'exposé dans un rapport récent²⁵ (il y est noté que la diplomatie russe de l'énergie, l'indépendance politique de la Russie, la réévaluation des valeurs par l'élite politique russe en relation avec l'Occident et la recherche d'une nouvelle identité en fonction de laquelle ces élites ont déjà commencé à défendre l'intérêt national forment autant de raisons qui expliquent l'hostilité de l'administration Bush à l'égard de Moscou).

En résumé, comme le dit Sergy Strokan dans le quotidien russe Kommersant, « Les relations entre la Russie et les États-Unis, qui reviennent au principe de la loi du talion, sont devenues une clé à la compréhension d'une grande part de la politique internationale ». D'une manière générale, le pouvoir russe s'irrite de voir Washington continuer à lui opposer l'attitude qui avait prévalu durant la Guerre froide.

Moscou : d'une stratégie défensive à une attitude dynamique

L'élargissement de l'OTAN à l'est, les révolutions colorées²⁶ et la guerre d'Irak sont autant d'épisodes de la mise en œuvre de la stratégie américaine. Un grain de sable s'est cependant glissé dans la mécanique d'encercllement de la Russie: Vladimir Poutine, succédant à Boris Eltsine, a prudemment entrepris la reconstruction de la Russie, dont le pillage avait commencé avec la bénédiction du FMI (les « privatisations ») par une combinaison de banques étrangères et d'oligarques russes corrompus. En lutteur de judo qu'il est, il oppose méthodiquement, depuis six ans, résistances et avancées aux défis de l'adversaire. Il s'efforce de desserrer l'étreinte américaine et de regagner des espaces de liberté et d'action. Il y parvient d'ailleurs plus aisément à l'Est qu'ailleurs. Il structure une diplomatie asiatique, en jouant la coopération avec la Chine.

Moscou passe ainsi d'une stratégie défensive à une attitude dynamique pour lutter les tentatives américaines d'obstruction à tout rapprochement significatif au sein de l'espace eurasiatique²⁷. L'Organisation de

²⁰ Il est probable que le Kremlin ne ressentait aucune crainte à cet égard, tant les sondages d'opinion mettent régulièrement V. Poutine hors d'atteinte. Pour plus de détails sur l'affaire Ioukos, voir l'annexe correspondante.

²¹ La Russie négocie son entrée à l'OMC depuis 1993. L'accord avec les États-Unis a été finalement signé à Hanoi, le 11/11/06 en marge de la réunion de l'APEC. Cette signature avait été initialement prévue en juillet à Saint-Petersbourg, où M. Poutine accueillait le sommet du G8, avant d'être annulée à la dernière minute. La procédure n'est cependant pas terminée pour autant.

²² Des sanctions, levées en novembre 2006, avaient décrétées par les États-Unis le 4 août 2006, contre le fabricant russe de l'avion de chasse Sukhoï et l'exportateur d'armes Rosoboronexport, soupçonnés d'avoir fourni à l'Irak du matériel pouvant servir à développer des armes de destruction massive.

²³ Le ministre polonais de la défense, Radek Sikorski, est un ancien membre résident de l'*American Enterprise Institute for Public Policy Research*, le *think-tank* de Richard Perle ainsi que l'ex-directeur exécutif de la *New Atlantic Initiative*, mise en place pour conduire les pays membres du Pacte de Varsovie vers l'OTAN.

²⁴ Voir annexe.

²⁵ Un rapport de 35 pages (rédigé par Valentine Fallin, éminent diplomate et historien, ancien secrétaire du comité central du parti communiste, et Gennadiy Yevstafyev, général des services secrets en retraite) intitulé « *On the Probable Scenario of Actions of the United States in Relation to Russia in 2006-2008* ». Ce document circule au sein de la Douma.

²⁶ Si l'on a parlé de révolution des tulipes en Kirghizie, pour la placer à la suite de la révolution des roses en Géorgie fin 2003 et de la révolution orange en Ukraine en 2004, il s'est agi davantage d'un affrontement entre le sud et le nord du pays (russifié plus que le sud) et d'un réajustement de l'ordre politique que d'une « révolution ». D'ailleurs, aucun de ces mouvements, effectués au nom de la démocratie, ne semble avoir véritablement débouché sur une démocratisation.

²⁷ « *Eurasia is the world's axial supercontinent. A power that dominated Eurasia would exercise decisive influence over two of the world's three most economically productive regions, Western Europe and East Asia. A glance at the map also suggests that a country dominant in Eurasia would almost automatically control the Middle East and Africa. With Eurasia now serving as the decisive geopolitical chessboard, it no longer suffices to fashion one policy for Europe and another for Asia. What happens with the distribution of power on the Eurasian landmass will be of decisive importance to America's global primacy...* » avait écrit, dans le sillage de Mackinder, Zbigniew Brzezinski

coopération de Shanghai, OCS, à l'Est, une alliance solide avec l'Allemagne à l'Ouest, avec l'Iran au Sud, un méticuleux dosage de la part internationale de l'investissement dans l'exploitation des ressources énergétiques, le maintien de Gazprom, société nationale comme unique transporteur d'hydrocarbures, et, enfin, une industrie de l'armement rivalisant avec les meilleures sont autant d'instruments d'influence et de puissance, sans parler de son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

L'Organisation de coopération de Shanghai, OCS, créée entre la Chine, la Russie et les républiques d'Asie centrale en 1996 pour lutter contre le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme religieux des groupes islamistes et le trafic des stupéfiants, devient un cadre où s'organisent la coopération économique et des exercices militaires conjoints. L'Inde, l'Iran, la Mongolie et le Pakistan ont été récemment admis au sein de l'Organisation. Si l'OCS déclare ne pas constituer une alliance anti-américaine, son refus de modifier le traité ABM, anti-missiles balistiques, et son opposition à la protection de Taiwan dans le cadre du programme de défense contre les missiles de théâtre, montre qu'elle a adopté en bloc la position de la Russie et de la Chine contre les visées de Washington dans le monde. Ainsi, lors de son 4^e sommet annuel, tenu en juillet 2005 dans la capitale du Kazakhstan, Astana, demande-t-elle la fin de la présence américaine dans la région.

Lancé en 2003, Sakhaline-2 - le plus gros investissement étranger en Russie avec 22 milliards de dollars - doit permettre d'exporter par bateau, à partir de l'été 2008, du gaz naturel liquéfié depuis l'Extrême-Orient russe. Seul des grands projets sans participation de compagnies russes, Sakhaline-2 avait été financé à l'origine par Shell, Mitsui et Mitsubishi. Gazprom en est devenu l'actionnaire majoritaire le 21 décembre 2006, en rachetant 50 % plus une action pour 7,45 milliards de dollars, la part des trois actionnaires d'origine étant réduite de moitié²⁸.

Vers l'Europe, les liens placés sous le signe de l'énergie se renforcent entre l'Allemagne et la Russie. Il n'existe pas de substitut au gaz naturel russe - qui représente un tiers des importations européennes - et l'industrie allemande en dépend entièrement. À moyen terme, la seule alternative serait l'Iran, deuxième producteur mondial de gaz naturel. Seule l'industrie allemande a su établir en Europe un partenariat équilibré avec les Russes, en concluant des partenariats de ventes entre Gazprom, par l'intermédiaire de VNG à Leipzig et de Wingas à Kassel.

La clé de la stratégie énergétique russe²⁹ repose sur la crédibilité de sa puissance militaire pour équilibrer les plans américains de mise en œuvre de la doctrine du *Full Spectrum Dominance*. Celle-ci s'appuie sur la primauté nucléaire et le système de défense anti-missile, présenté aux contribuables comme une arme destinée à défendre le pays contre des attaques terroristes, mais visant potentiellement les deux puissances nucléaires que sont la Chine et la Russie. Malgré l'image d'une armée en piètre état et la reconversion d'une partie de ses industries de défense, Moscou a sanctuarisé une capacité technologique de premier rang qui fait du pays le second vendeur d'arme au monde après les Américains (le véhicule blindé BMP-3, les systèmes de missiles S-330 et S-400, la famille d'hélicoptères Kamov-50, les avions d'attaque Sukhoi Su-30³⁰ et -35, sous-marins de classe Kilo ou Lada, corvette furtive...). Après une pause, la Russie a redonné la priorité aux forces nucléaires. Ainsi, fin 2001 le déploiement d'un quatrième régiment de missiles nucléaires Topol-M2³¹ à portée intercontinentale monté sur véhicule mobile, compliquant sa détection par un adversaire éventuel, accroît la capacité à échapper à une frappe préventive et remet en question l'efficacité d'un bouclier anti-balistique.

Conclusion

Autrefois *challenger* des États-Unis, la Russie semble avoir réussi à corriger, selon des méthodes qui lui sont propres, les faiblesses nées du passage brutal du système communiste au libéralisme. Absente un temps de la scène internationale après y avoir tenu l'un des premiers rôles, elle y revient avec un triple visage. Celui dont elle a hérité de sept décennies de « dictature du prolétariat », coiffé du déclassement et d'une perte d'identité d'une partie de la population, la plus démunie, réduite à l'économie d'autosubsistance et au troc. On en retient en Occident la dénatalité et l'éthylisme. L'autre face, antithétique, est celle des capitaines d'industrie, aux mœurs flamboyantes et aux scrupules légers.

La troisième, enfin, symbolisée par Vladimir Poutine et son appareil, souvent vilipendé à l'extérieur, plébiscité dans son pays, personnifie la volonté de remettre la Russie sur pied en réintroduisant une dose d'étatisme dans un capitalisme oligarchique. Depuis six ans à sa tête, en se servant opportunément du nationalisme russe - mélange de traditions communautaires et spirituelles - et des ressources énergétiques, il a imprimé un mouvement et une présence sans précédent depuis longtemps. Au siècle du Pacifique, la Russie possède l'avantage unique d'une double façade, à laquelle il faut désormais ajouter l'arctique (voies maritimes, ressources du sous-sol et de l'off-shore). L'exploitation de cette situation géographique, accompagnée d'une

(*Foreign Affairs*, septembre/octobre 1997). Z. Brzezinski, ancien conseiller de sécurité nationale de Jimmy Carter, a toujours préconisé l'encerclement de la Russie par la déstabilisation de ses régions frontalières.

²⁸ Shell, de 55 à 27,5 %, Mitsui, de 25 à 12,5 % et Mitsubishi de 20 à 10 %.

²⁹ Cette stratégie comporte, outre les hydrocarbures, un volet nucléaire civil, non traité ici.

³⁰ Ces Su-30, qui équipent l'armée de l'air indienne, ont démontré leur supériorité contre les F-15 américains lors de manœuvres conjointes récentes.

³¹ SS-27 dans la classification OTAN.

diplomatie active et d'une puissance financière notable, donne à la Russie un statut irréductible à une bipolarité forgée autour des États-Unis et de la Chine. Sa capacité à mener un jeu de balance entre ces deux géants³², ajoutée à son dessein de rentrer dans un échange fructueux avec l'Europe et à sa volonté de stabiliser l'immensité russe devrait lui permettre de surmonter le lourd handicap d'une population déclinante et insuffisante³³. À condition d'abord de ne pas rester seulement une réserve de matières premières et de redevenir un pays capable de retenir ses élites ; en d'autres termes, d'avoir réussi à réorganiser et moderniser l'ensemble des structures de production dans les quinze années à venir en restant maître du jeu. À condition également de savoir faire obstacle aux tentatives de briser le lien eurasiatique. Là se situe l'un des nœuds d'une prospective de l'Europe.

ANNEXES

La carrière politique de Dick Cheney

La carrière politique de Richard B. « Dick » Cheney commence en 1969 (il a 28 ans) à différents poste de l'administration Nixon. Après une brève escapade dans le privé (Bradley, Woods & C^y, une firme d'investissement) en 1973-74, il devient assistant du président G. Ford. Il pousse celui-ci à remplacer le Secrétaire à la défense, J. Schlesinger, par son ami Rumsfeld et amène H. Kissinger à quitter son poste de conseiller du président pour la sécurité nationale. Lui-même devient directeur du cabinet présidentiel, le plus jeune de l'histoire des États-Unis.

Il est élu par le Wyoming à la Chambre des représentants en 1978 puis cinq fois réélu jusqu'en 1989. À ce titre, il se fait le porte-parole des intérêts des industries pétrolière et charbonnière.

Secrétaire à la défense de 1989 à 1993 dans l'administration G. H. Bush (invasion de Panama, assistance à la Somalie, première guerre du Golfe), il choisit Colin Powell comme chef d'État-major et P. Wolfowitz comme sous-Secrétaire, chargé de la politique de défense. Il fait bon ménage avec le Secrétaire d'État James Baker, malgré la traditionnelle compétition entre les deux instances.

En 1991, lors de la chute de l'URSS, il s'inquiète du danger d'une prolifération nucléaire susceptible de s'étendre à partir de la Russie, Biélorussie, Ukraine et Kazakhstan et alerte l'administration des dangers que présenteraient l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord si ces pays venaient à acquérir des composants de l'arme atomique. Lors de la réorientation des missions de l'OTAN il est en faveur d'un appui aux jeunes démocraties d'Europe centrale et orientale et de leur entrée au sein de l'Organisation. Il est très sceptique quant aux perspectives d'une évolution pacifique de l'ensemble issu de la désagrégation de l'empire soviétique qu'il voit comme un germe d'instabilité. Il ressent comme dangereux le relatif désengagement militaire qui s'opère alors en même temps que la baisse du budget de la défense sous la pression du Congrès comme l'optimisme manifesté par G. H. Bush à l'égard de Mikhaïl Gorbatchev et de son successeur, Boris Eltsine.

Le succès de la première guerre du Golfe valide la vision qu'il s'était forgée des conflits régionaux susceptibles d'éclater après la fin de la Guerre froide. Un projet de *Defense Planning Guidance*, début 1992, évoque plusieurs scénarios dans lesquels les États-Unis seraient amenés à s'engager dans deux conflits simultanés (contre l'Irak à nouveau, contre la Corée du Nord et, en Europe orientale, contre une résurgence de l'expansionnisme russe). Bien que le Pentagone ait modifié ultérieurement ce document, il donne des indications sur la façon dont le Département de la défense envisage les menaces à venir encore aujourd'hui.

Avec l'arrivée des démocrates à la Maison Blanche en 1993, D. Cheney se replie à l'American Enterprise Institute, puis de 1995 à 2000, il devient président du Conseil d'administration et directeur général de la firme Halliburton. Sous son mandat, le nombre de filiales logées dans les paradis fiscaux passe de 9 à 44. Il vend pour des millions de dollars du matériel pour l'industrie pétrolière irakienne sous le couvert d'une ancienne filiale de Dresser Industries dans le cadre du programme des Nations unies « Pétrole contre nourriture » et fait pression pour lever les sanctions américaines contre l'Iran et la Libye. Il siège par ailleurs aux Conseils de direction de Procter & Gamble, Union Pacific et Electronic Data System, mais aussi du Comité des conseillers de l'Institut juif pour les affaires de sécurité nationale (JINSA), avant d'en devenir l'un des vice-présidents.

En 1997, avec D. Rumsfeld, il fonde le *think-tank* « Projet pour un nouveau siècle américain », le PNAC (voir annexe suivante).

Au printemps 2000, il rejoint G. W. Bush sur le ticket républicain. Après l'élection, il quitte Halliburton (en fait le 25 juillet 2000) et devient un vice-président qui participe très activement à l'élaboration de la politique de l'administration républicaine. Il y gagne la réputation d'être le plus puissant vice-président depuis longtemps,

³² Ce jeu est actuellement illustré par les manœuvres de l'industrie aéronautique civile et militaire russe pour se regrouper dans une entité rationnelle (Groupe aéronautique unifié, OAK) et rechercher des alliances financières et industrielles avec EADS et des entreprises chinoises. Autre illustration : la perspective de diriger d'ici 10-15 ans, non plus 3 % de ses ressources en hydrocarbures vers l'Asie comme aujourd'hui, mais 30 %.

³³ Encore faudrait-il voir de près la qualité des statistiques démographiques russes.

certaines disant même de lui qu'il assume le rôle d'un quasi-premier ministre. Immédiatement après sa prise de poste, il fait instituer par G. W. Bush un groupe de réflexion chargé de proposer une politique de l'énergie pour le pays, le *National Energy Policy Development Group* (NEPDG) ou *Energy Task Force*, qu'il préside. Le groupe réunit, entre janvier et mai 2001 les responsables des principales administrations concernées et auditionne ceux des sociétés traitant de l'énergie (pétrole, gaz, charbon, électricité). La présence du PDG d'Enron et le scandale qui lui a été attaché amène la Cour Suprême à exiger la communication de tous les dossiers en dépit d'une opposition féroce de sa part et d'une très forte mauvaise volonté de l'administration, D. Cheney prétendant pouvoir les garder secrets. Ces dossiers ont révélé que les propositions exprimaient très directement les souhaits des grandes sociétés mais également des informations sur les sociétés étrangères traitant avec l'Irak de Saddam Hussein, des cartes indiquant les gisements d'hydrocarbures du Moyen-Orient et un rapport dont le chapitre intitulé *Strengthening Global Alliances* préconise des actions militaires d'urgence en vue de lever les obstacles stratégiques, politiques et économiques à l'augmentation de la consommation de pétrole par les États-Unis.

Le Projet pour le nouveau siècle américain

Le PNAC est un groupe de réflexion et d'influence qui, créé en 1997 par D. Cheney, a réuni des représentants de la frange extrême de la droite américaine proches du premier gouvernement G. W. Bush. Nombre de ses membres, à l'instar de son fondateur, sont étroitement liés à l'industrie militaire et pétrolière.

La politique prônée par le PNAC préconise l'hégémonie américaine sur le monde (« *to promote American global leadership* »), fondée sur l'unilatéralisme brutal, le mépris du droit international, l'usage de la menace et de la puissance militaire, le tout étant lié à la logique du système économique dominant, inspirée par l'idéologie néo-conservatrice et soutenue par le fondamentalisme religieux. Comme dans l'Empire romain, le « Projet pour un nouveau siècle américain » veut imposer au monde entier une *Pax Americana*, entendre "domination complète".

Les fondements idéologiques des travaux du PNAC sont à rechercher notamment chez Robert Kaplan, William Kristol, Robert Kagan, Paul Wolfowitz, Francis Fukuyama et Samuel Huntington. On notera en particulier les concepts inédits de "*Full Spectrum Dominance*" (domination complète) et d'"hégémonie bienveillante", ce qui est un euphémisme, le concept précédent évoquant plutôt un état de guerre permanent. Le concept-clé de "*Full Spectrum Dominance*" est exposé en effet dans le projet pour l'armée américaine au cours des décennies à venir, "*Joint Vision 2020*".

Ces travaux sont nourris par la philosophie de Hobbes pour qui l'Etat ne se fonderait pas sur une quelconque loi constitutive – loi divine, loi de nature ou loi du contrat social – laquelle déterminerait les droits et interdits de l'intérêt individuel vis-à-vis des affaires publiques, mais sur les intérêts individuels eux-mêmes, de sorte que « l'intérêt privé est le même que l'intérêt public ». À l'état de nature, l'homme est dénué de toute bonté, comme les animaux livrés à la « loi de la jungle ». Il y règne la puissance anarchique de la multitude : « Là où il n'est pas de pouvoir commun, il n'est pas de loi, là où il n'est pas de loi, il n'est pas d'injustice ». La philosophie politique de Hobbes expose comment cette multitude (*potentia*) se convertit en un pouvoir (*potestas*) en remplissant ainsi les exigences d'une idéologie sécuritaire.

La stratégie américaine dans le cadre de l'OTAN et du lobbying

En 1996, Bruce Jackson³⁴, alors haut dirigeant de la firme de défense Lockheed Martin³⁵, préside le *US Committee to Expand NATO*, rebaptisé ensuite *US Committee on Nato*, un très puissant groupe de lobbying de Washington. Il rejoint le PNAC en 1997 et en devient le directeur.

Le *US Committee to Expand NATO* comprenait également d'autres membres du PNAC comme Paul Wolfowitz, Richard Perle, Stephen Hadley et Robert Kagan³⁶. Proche de D. Cheney, S. Hadley, un faucon notoire, a remplacé Condoleezza Rice comme Conseiller pour la sécurité nationale auprès du président Bush.

Les membres du réseau des faucons gravitant autour de D. Cheney sont passés du PNAC à des postes-clés au sein de l'Administration Bush pour gérer la politique du Pentagone et les relations avec l'OTAN, devenu le

³⁴ Ancien membre des services secrets, collaborateur du Secrétaire à la défense de 1986 à 1990 (notamment de D. Cheney entre 1989 et 1990), chez Lehman Brothers, banque d'investissement de 1990 à 1993, vice Président (Stratégie et Planning) chez Lockheed Martin Corporation, l'une des plus importantes firmes d'armement. Il est directeur du PNAC, membre de l'[International Institute for Strategic Studies](#), président du sous-comité républicain de politique étrangère, conseiller du Center for Security Policy, fondateur du Comité pour la libération de l'Irak (2002), toutes entités œuvrant à l'accroissement des dépenses de défense. L'administration Bush lui doit le ralliement des pays de l'Europe orientale à la coalition menée contre Saddam Hussein par Washington et Londres. Comme D. Cheney, il symbolise le lien intime entre la politique et l'industrie de défense.

³⁵ Lynne Cheney, l'épouse de Dick a fait partie du conseil des directeurs de Lockheed Corporation, de 1994 à 2001.

³⁶ L'épouse de Kagan, Victoria Nuland, est aujourd'hui ambassadeur des États-Unis auprès de l'OTAN. De 2000 à 2003, elle était conseiller pour les affaires étrangères auprès de D. Cheney.

nouveau bras armé des États-Unis pour étendre leur influence vers l'Est et entraver les stratégies d'alliance européenne et russe. B. Jackson et d'autres, après avoir réussi dans leurs tâches de lobbying auprès du Congrès en vue de faire rentrer la Pologne, la République Tchèque, la Hongrie à l'OTAN en 1999, ont mis en place le « Groupe de Vilnius » destiné à y faire intégrer dix autres membres de l'ancien Pacte de Varsovie³⁷. Ce que B. Jackson a appelé le *Big Bang*. Il offrait ainsi un marché élargi à l'industrie de défense de son pays, dont Lockheed Martin.

Sa mission accomplie, le *US Committee on NATO* était supprimé, se transformant le jour même en une nouvelle organisation de lobbying, le *Project on Transitional Democracies*, destinée à « exploiter toute opportunité d'accélération des réformes démocratiques qui se présenterait dans l'espace euro-atlantique au cours de la décennie à venir » (les futures révolutions colorées). B. Jackson, avec d'autres membres du PNAC et des anciens du *US Committee on NATO* créaient par ailleurs, au vu des succès obtenus et à la demande de la Maison Blanche, une autre organisation de lobbying, le *Committee for the Liberation of Iraq* (CLI). Coprésidé par les sénateurs Joe Lieberman, démocrate et le républicain John McCain et dominé par les néo-conservateurs (Jeane Kirkpatrick, Robert Kagan, Richard Perle, William Kristol et l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey), ce nouveau comité devait accompagner les efforts de l'administration pour convaincre le Congrès et la population d'être favorable à la seconde guerre du Golfe.

Alors que la plupart des pays coopèrent en Russie avec des instances diverses, il est significatif que les fonds distribués par l'agence de coopération des États-Unis, l'USAID, vont exclusivement à des instances américaines assurant la promotion de la démocratie et des droits de l'homme (organisations non gouvernementales américaines, organes de presse, universités, centres de recherche) pour œuvrer à la promotion d'orientations stratégiques, notamment à l'approche des élections présidentielles (en 1996, en 2000). On rappellera qu'en Ukraine sont intervenues dans le même sens une multitude d'organisations privées telles que l'*American National Endowment for Democracy* ou l'*International Renaissance Foundation* (IRF) de George Soros³⁸.

L'affaire Ioukos

L'affaire Ioukos est marquée par l'arrestation de son président, Mikhail Khodorkovsky, le 25 octobre 2003. Ioukos est l'une des plus importantes sociétés pétrolières russes était alors sur la voie d'une fusion avec Sibneft, pour devenir sous le nom de Ioukos-Sibneft, la quatrième compagnie pétrolière au monde en terme d'exploitation³⁹, la seconde derrière ExxonMobil quant aux réserves de gaz et de pétrole. Au moment des privatisations auxquelles avait procédé B. Eltsine, Khodorkovsky avait acquis Ioukos pour 129 millions de dollars en 1995 alors que, peu de temps après, elle était cotée en bourse à plus de 20 milliards. Elle était suffisamment puissante pour s'assurer les voix d'une partie de la nouvelle Douma sur des projets de lois clés. En fait, Khodorkovsky avait versé de l'argent aux deux partis libéraux d'opposition comme au parti communiste. Le 14 juillet 2003, il avait eu, à Washington, un entretien avec le vice-président D. Cheney et engagé des négociations avec Exxon-Mobil et Chevron-Texaco⁴⁰ dans l'optique d'une prise de contrôle de Youkos-Sibneft entre 25 et 50 pour cent (selon sources) et, sans doute, noué des contacts avec Halliburton, l'entreprise énergétique dirigée par Dick Cheney jusqu'en 2000. Les négociations avec Chevron et Exxon comprenaient également la construction d'un réseau d'oléoducs propre à Ioukos destinée à casser le monopole d'Etat et à acheminer les flots de pétrole sur le marché mondial en contournant le gouvernement russe. Quelques jours avant son arrestation, en octobre, Khodorkovsky accueillait à Moscou George H.W. Bush (« Bush père »), représentant le puissant et discret investisseur Carlyle Group de Washington. Le développement d'une sorte de politique étrangère personnelle ne pouvait être tolérée par le pouvoir. De plus, son activisme pro-démocratique modelé sur celui de son ami G. Soros, dans le cadre d'organisations pourvues d'administrateurs tels que Henry Kissinger ou Arthur Hartman, un ancien ambassadeur américain à Moscou, et le soutien apporté à l'opposition à V. Poutine aggravait son cas. Tout cela dans un contexte de tension russo-américaine marqué par la guerre préventive en Irak et la dénonciation unilatérale du Traité sur la limitation des missiles antibalistiques (ABM), puis par la « révolution rose » en Géorgie (novembre 2003).

³⁷ Le président Bush a utilisé avec insistance le terme de « Nouvelle Europe » dans ses déclarations relatives à l'élargissement de l'OTAN. Dans son discours du 5 juillet 2002, saluant les dirigeants du Groupe de Vilnius, Bush avait déclaré : *Our nations share a common vision of a new Europe, where free European states are united with each other, and with the United States through cooperation, partnership, and alliance.*

³⁸ Selon ses propres chiffres, l'IRF a injecté depuis 1990 plus de 50 millions de dollars dans la construction de diverses organisations non gouvernementales ukrainiennes. Au cours des quelques dernières années, elle avoue avoir soutenu des organisations non gouvernementales en versant plus de 5 millions de dollars par an.

³⁹ 2,3 millions de barils/jour. Par comparaison, l'Irak produisait avant la guerre 3 millions de barils/j.

⁴⁰ La future ministre des Affaires étrangères, Condoleezza Rice, avait été membre du conseil d'administration de Chevron, avant sa nomination comme conseillère nationale du président des États-Unis pour la sécurité.

Début octobre 2003, alors que le Président russe prononçait un discours à une conférence commerciale à Moscou, en présence de Khodorkovsky et des patrons d'Exxon-Mobil et de ChevronTexaco, la police perquisitionnait les bureaux de Ioukos et les fondations liées à son principal actionnaire, Khodorkovsky. En clair : celui-ci devait s'abstenir de traiter avec les intérêts énergétiques et financiers américains « selon ses propres modalités » et s'en tenir aux termes fixés par l'Etat russe. L'action contre Khodorkovsky représente l'émancipation de Poutine par rapport aux oligarques et à l'entourage d'Eltsine. Alexandre Volochine, chef de l'administration présidentielle nommé par Eltsine, démissionne pour protester contre le traitement réservé à son ami de longue date, en politique comme en affaires. Avec son départ, la configuration des forces au sein de l'administration se consolide en faveur des institutions nationales. Les oligarques, comme Mikhail Khodorkovsky, Boris Berezovski et Vladimir Gouzinski, contreviennent aux intérêts nationaux de la Russie : ceux-ci sont incompatibles avec le contrôle des ressources énergétiques et minérales du pays par des intérêts privés proches de l'étranger. Le sort de ces richesses détermine celui de l'Etat russe, c'est pourquoi la justice doit les discipliner.

Interprétées comme un retour aux méthodes de l'ère antérieure, l'arrestation le 25 octobre 2003 de Khodorkovsky, puis sa condamnation à 8 ans de détention sont survenues peu avant l'élection décisive à la Douma du 7 décembre qui devait voir de ses amis y accéder, ce qui aurait permis de disposer d'un nombre suffisant de voix pour proposer à l'avantage de l'oligarque, la modification de la « Loi relative aux ressources du sous-sol » interdisant aux sociétés privées de contrôler les ressources brutes (prévenir le gel des réserves par le secteur privé) et de construire des oléo- et gazoducs privés, ce qu'envisageait Khodorkovsky vers la Chine. Ce pouvait être également la première étape avant une éventuelle candidature du président de Ioukos à la présidence de la Russie en 2008.

Les relations Russie-OTAN⁴¹

Les rapports entre Moscou et Bruxelles (l'OTAN) sont bienveillants en apparence. Les rencontres entre les dirigeants russes et de l'OTAN sont régulières, au moins une fois par an. Le ministre russe de la Défense, Sergueï Ivanov, participe à tous les sommets de l'Alliance. La mission de liaison militaire de l'OTAN travaille en permanence à Moscou, de même que le Bureau d'information de l'OTAN qui a lancé au printemps une campagne de communication de deux semaines en parcourant neuf villes de Russie, du Pacifique à la Baltique pour informer des efforts conjugués.

Les contacts entre Moscou et Bruxelles se développent également dans le domaine militaire. En plus du célèbre programme "Partenariat pour la paix" en vigueur depuis quelques années, la Russie participe à l'opération de l'OTAN en Méditerranée "*Active Endeavour*". Divers exercices conjoints sont organisés.

Cependant, cette façade dissimule un contexte moins favorable : en dépit des promesses faites à Moscou pendant la première et la deuxième vagues d'élargissement de l'OTAN, l'Alliance installe son infrastructure militaire à proximité des frontières de la Russie. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, elle modernise les aérodromes militaires locaux, les rocadés, accumule des stocks de matériel de guerre et rééquipe en armements occidentaux les armées des nouveaux membres de l'OTAN, en évinçant les armements russes. L'Alliance construit des radars en vue de scruter les grandes villes russes et d'autres centres militaro-industriels, elle s'ingère de plus en plus dans les affaires intérieures des pays de la CEI (Communauté des Etats indépendants) et y soutient les révolutions « de couleur » en vue d'y créer une nouvelle élite prête à accepter et à mettre en œuvre les thèses idéologiques des mentors nord-Atlantiques...

Mais le plus grave danger est ailleurs. Des armes tactiques américaines sont stockées dans les bases de l'OTAN en Europe. Selon différentes estimations, il s'agit de 150 à 400 bombes B61. Quelle est leur destination? Lutter contre des terroristes? Cet argument ne tient pas. Employer des armes nucléaires contre des terroristes équivaldrait à incendier sa propre maison. Par conséquent, quel est leur but? La question a été posée à Guy Roberts, directeur du Service de politique nucléaire du Département de la politique et des plans de défense de l'Alliance de l'Atlantique Nord. Il a répondu: « L'OTAN a réduit son arsenal nucléaire de plus de 90%. Nous analysons constamment la structure des forces nucléaires de l'OTAN en vue d'assurer une quantité minimale d'armes de ce type conformément à la stratégie générale de sécurité et de dissuasion nucléaire. Le déploiement des armes nucléaires américaines en Europe est une des formes de répartition de la responsabilité qui est entièrement soutenue par les Etats membres de l'OTAN. Cela renforce le processus de consultations et garantit une liaison transatlantique particulière entre tous les pays de l'OTAN ».

Le caractère vague de tels propos, tenus par un haut fonctionnaire de l'Alliance sur les armes nucléaires en Europe, concerne également d'autres problèmes qui préoccupent la Russie, ses militaires et ses experts, entre autres, la perspective du déploiement d'une base avancée de missiles anti-missiles américains en Pologne et en

⁴¹ Extraits de l'article « Russie-OTAN: mariage de raison », RIA Novosti, 23/ 11/ 2006

République tchèque. Cela se fait sous le noble prétexte de la « lutte contre les missiles des États voyous ». Comme on le sait, Washington a rangé Téhéran et Pyongyang parmi ces États. Mais les spécialistes compétents savent que ni l'Iran, ni la Corée du Nord n'ont pas de missiles capables d'atteindre les États-Unis. Et même s'ils y font leur apparition, leur trajectoire ne pourra pas passer par l'Europe. Par conséquent, les missiles anti-missiles américains viseront les systèmes de missiles stratégiques russes. D'ailleurs, au niveau des experts, personne ne s'en cache.

Au regard de tout cela, les propos sur le « partenariat stratégique » qu'entendent les Russes à Washington et à Bruxelles perdent leur sens. Les hauts fonctionnaires de l'OTAN affirment, il est vrai, que les plans de déploiement de missiles anti-missiles américains en Pologne et en République tchèque ne relèvent que des rapports bilatéraux entre Washington et Varsovie, entre Washington et Prague, et que l'Alliance n'y est pour rien. Peut-être. Mais il existe aussi une solidarité nord-Atlantique. Où passe la frontière entre les rapports d'alliance et la responsabilité pour les actions stratégiques (en fait, provocatrices) de l'un des plus importants membres de l'OTAN ? En effet, ce « comportement » du Pentagone peut se répercuter sur l'ensemble des rapports entre Moscou et Bruxelles et constituer un terrain pour l'accentuation de la confrontation entre les partenaires au sein du Conseil Russie-OTAN. Mais peut-être personne ne s'en inquiète-t-il à Bruxelles ?

Il y a un autre problème brûlant dans les rapports Russie-OTAN: la coopération militaire et technique. L'Alliance refuse au matériel de guerre russe l'accès à ses marchés intérieurs, même le matériel de DCA et ABM destiné à protéger le ciel de l'Europe d'éventuelles attaques terroristes. On invoque « l'incompatibilité des paramètres techniques ». Mais cet argument est également bizarre, en sachant que la DCA de la Grèce, l'un des membres de l'OTAN, est équipée de systèmes de missiles militaires russes S-300PMU, Tor-M1, Osa-10, Iгла-S... On voit donc que, pour certains, « l'incompatibilité des paramètres » n'est pas un obstacle et que, pour d'autres, c'est une barrière infranchissable. En fait, il s'agit d'une tentative d'empêcher la concurrence avec les systèmes de DCA et ABM d'outre-Atlantique. Il s'agit notamment du Patriot PAC-3 qui est loin de valoir, pour de nombreux indices techniques et tactiques, le système S-300PMU, mais que la firme Raytheon impose littéralement aux pays de l'OTAN avec le soutien énergique de Washington.

Un dernier point. La Russie réagit très douloureusement à la promesse de Bruxelles d'admettre l'Ukraine et la Géorgie à l'OTAN. D'une part, Moscou ne peut pas empêcher ce processus. D'autre part, comme l'a récemment déclaré le ministre russe de la Défense Sergueï Ivanov, si cela a lieu, la Russie sera contrainte de revoir ses rapports avec l'OTAN et de prendre des mesures supplémentaires en vue de défendre ses intérêts nationaux. Parmi ces mesures, il pourrait s'agir, à son avis, du retrait de la Russie du Traité sur les missiles à portée courte et moyenne et du déploiement de missiles opérationnels tactiques de classe Iskander-M aux frontières de l'Alliance. Mais ce n'est pas tout. L'interdiction du survol du territoire de la Russie par les avions de l'OTAN qui apportent un appui aux troupes qui combattent en Afghanistan et la suppression des bases de l'OTAN dans les pays d'Asie centrale faisant partie de l'Organisation du Traité de sécurité collective pourraient être une perspective bien plus négative encore. Ainsi, une base américaine a été fermée en Ouzbékistan après les événements d'Andijan et après les critiques émises par Washington à l'adresse des actions des dirigeants de ce pays qui avaient empêché l'extension de l'émeute.

On ne connaît pas exactement le contenu de l'entretien qui a eu lieu au Kremlin au cours de la récente rencontre entre le président russe Vladimir Poutine et le numéro un de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer. Cependant, après cette rencontre, Bruxelles a déclaré que l'admission de nouveaux membres n'était pas aujourd'hui une nécessité pour l'OTAN et que la discussion sur cette question était reportée à 2008. Il est évident que l'OTAN prend en considération certaines préoccupations de Moscou. Si cela continue, on peut espérer que les rapports entre l'OTAN et la Russie, bien que caractéristiques d'un mariage de raison, ne relèveront plus seulement d'un partenariat de façade, mais aussi de fond.

L'Organisation de coopération de Shanghai, l'OCS

Une structure eurasiatique de l'après-Guerre froide

Le *Groupe de Shanghai* naît en 1996 d'une initiative de Pékin. Outre la Chine, il réunit la Russie et trois des cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan). En juin 2001, le groupe accueille l'Ouzbékistan et se transforme en *Organisation de coopération de Shanghai*, OCS, dotée d'un Secrétariat général permanent. Face à la complexité de la situation régionale et internationale, l'Organisation est destinée à promouvoir une attitude commune sur le triple plan sécuritaire, économique et politique.

L'objectif initial du *Groupe*, le règlement des conflits frontaliers et la réduction des troupes stationnées de part et d'autre, est atteint dès 1997. Un accord scelle en 1999 la lutte contre le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme religieux des groupes islamistes⁴² et le trafic des stupéfiants. En 2001, la "*Shanghai Convention on*

⁴² On citera notamment le MIO, Mouvement islamiste d'Ouzbékistan, menace pour le régime de ce pays et inquiétude pour Pékin (recrute et entraîne des volontaires ouïgours pour mener le *jihad* à partir du Xinjiang. Selon le "salafisme djihadiste", nouvelle idéologie de l'islam

Attacking Terrorism, Splittism and Extremism" constitue une avancée puisqu'au lieu de signer des déclarations politiques du type de celle de Douchanbé en 2000, la nouvelle convention possède un caractère juridique

Le sous-développement économique étant un facteur d'instabilité qui alimente le terrorisme, l'OCS élabore une politique de développement mutuel, engage des négociations en vue de créer une zone de libre-échange et exprime une volonté commune de rejoindre l'OMC. Un *Forum international sur l'investissement et le développement de l'OCS* (2002, Pékin) permet aux pays membres de mettre leurs atouts respectifs en valeur.

En 2003, les pays membres recommandent l'élaboration d'un traité anti-terrorisme à l'échelle du globe et décident de coopérer étroitement avec le comité anti-terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU ils décident de créer un *Centre conjoint contre le terrorisme*. Des manœuvres militaires contre le terrorisme sont menées en août 2003 par plus d'un millier de soldats de cinq des six pays de l'OCS, l'Ouzbékistan s'abstenant.

En 2003 également, l'OCS, tout en constatant que les menaces du terrorisme subsistent, décide de "promouvoir entre les six pays la coopération dans les secteurs de l'énergie⁴³ [prioritaire], de l'information, des télécommunications, de la protection de l'environnement et des ressources naturelles", ainsi que l'amélioration des routes et la facilitation la circulation membres. La Chine propose d'y "promouvoir et faciliter l'investissement".

Une "organisation internationale ouverte"

Certes, l'OCS déclare ne pas constituer une alliance anti-américaine, mais son refus de modifier le traité ABM, anti-missiles balistiques, et son opposition à la protection de Taiwan dans le cadre du programme de défense contre les missiles de théâtre, montre qu'elle a adopté en bloc la position de la Russie et de la Chine contre les visées américaines dans le monde.

On notera la différence avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, OSCE, qui, traitant des enjeux de l'Europe, accueille les États-Unis et le Canada comme membres à part entière d'une organisation. L'OSCE privilégie le dialogue inclusif plutôt que l'admission sélective. Elle permet ainsi le maintien d'un canal de communication sur des questions essentielles de sécurité entre les pays occidentaux et les États jugés moins exemplaires sur le plan démocratique. Elle favorise de même les échanges entre l'Union européenne et les États d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizistan) qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

L'OCS déclare son attachement au principe de non-alignement, à la résolution pacifique des conflits internationaux, à la Charte des Nations unies, à l'établissement d'un nouvel ordre international politique et économique. La *Déclaration des dirigeants de l'OCS* (2002) précise qu'elle est une "organisation internationale ouverte", préparant la voie à l'adhésion d'autres voisins et à la coopération avec d'autres organisations internationales. La Mongolie, l'Iran, l'Inde et le Pakistan, sont membres observateurs de l'OCS depuis 2004-2005.

L'appui croissant que Hu Jintao et Poutine apportent à cette organisation est parallèle au renforcement des relations sino-russes.

Le sommet d'Astana⁴⁴

Lors de ce sommet, la Chine et la Russie ont souhaité que l'OCS se dote d'une composante armée, ce qui n'est pas anodin. Par ailleurs, ses membres, qui ont très mal ressenti l'appui américain⁴⁵ aux changements de régime, ont demandé la fin "des ingérences" dans leurs affaires intérieures⁴⁶. Sous l'impulsion de Moscou et de Pékin, l'OCS est devenue un facteur important pour l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique rationnel dans la région. Deux décisions illustrent particulièrement bien le poids croissant de cette organisation.

D'abord, l'entrée de nouveaux membres observateurs de poids. Après la Mongolie, admise comme observateur en 2004, la Russie y a fait accepter cette année l'Inde⁴⁷ et l'Iran⁴⁸, tandis que la Chine faisant de

radical, l'islam se lancera à sa propre conquête à partir de l'Asie centrale, proche du noyau afghan, pour soumettre tous les États musulmans aujourd'hui dirigés par des apostats (Ahmed Rashid, *Asie centrale, champ de guerre*, éd. Autrement).

⁴³ La Commission chinoise du Plan de développement a formulé le souhait de voir la Chine multiplier ses coopérations avec la Russie et le Kazakhstan dans le secteur énergétique. NB. Par rapport aux réserves récupérables mondiales en pétrole et en gaz naturel, celles des six pays membres en représente respectivement 8% et 34%.

⁴⁴ Ce sommet annuel de l'OCS, le 4^e, s'est tenu le 5 juillet 2005 à Astana, capitale du Kazakhstan.

⁴⁵ Via, entre autres, la Freedom House, dirigée par James Wolsey, ex-directeur de la CIA, la NED (Fondation nationale pour le développement de la démocratie), structure gouvernementale qui finance l'association nommée "Société civile contre la corruption" et la Fondation pour une Société ouverte, de Georges Soros.

⁴⁶ Et ceci, bien que les objectifs recherchés respectivement en Géorgie, Ukraine et Kirghizie aient été différents, de même que l'ont été les résultats observables à ce jour.

⁴⁷ Pour la Russie, l'Inde est, avec les États-Unis, le Japon et la Chine, l'un des quatre « partenaires stratégiques », après avoir été longtemps un allié de l'Union soviétique et, jusqu'à présent, un excellent client pour l'armement. Avec la Chine, elle cherche à neutraliser la tentative de Washington d'inclure l'Inde dans le nouveau partenariat fondé sur le « cadre stratégique décennal de défense ». L'adhésion de l'Inde à l'OCS a fait l'objet d'un débat qui a duré depuis plus d'un an. Il a sans doute fallu aplanir un certain nombre de différends.

⁴⁸ Ses bonnes relations avec l'Iran permettent à la Russie d'avoir un pied au Moyen-Orient.

même pour le Pakistan⁴⁹, afin de contrebalancer la présence indienne. Dans un avenir indéfini, ces observateurs deviendront probablement des membres pleins et l'OCS pourra progressivement regrouper jusqu'à 10 pays. L'OCS passerait alors de près de 1,5 (et 1,6 prévoit-on en 2025) à 2,8 milliards d'individus (et 3,4), soit plus de 40 % de l'humanité⁵⁰.

Ensuite et surtout, la fin annoncée de la présence américaine dans la région. Rappelons que les Américains y utilisent les bases, installées en 2001, de Manas (1.000 à 1.200 hommes) près de Bichkek en Kirghizie (les Russes y disposent de la base de Kant) et de Karshi-Khanabad, en Ouzbékistan (2.500 hommes) où ils avaient été autorisés à séjourner durant la guerre contre les talibans afghans, ainsi que de l'espace aérien du Tadjikistan. La déclaration finale du sommet de l'OCS, demande aux participants à la coalition antiterroriste de « fixer la date limite de l'utilisation provisoire des sites susmentionnés et de la présence des contingents militaires sur les territoires de pays membres de l'OCS ».

Les membres de l'OCS ont en effet bien fait comprendre que compte tenu des « succès manifestes » - tels que proclamés à l'époque par Washington - remportés en Afghanistan dans la lutte contre le terrorisme, la présence d'un contingent américain dans la région pouvait ne plus être considérée comme "indispensable". En conséquence, à peine élu (le 10 juillet), le nouveau président kirghiz, Kourmanbek Bakiev, demandait-il à plusieurs reprises qu'une date-butoir soit fixée pour la fermeture de la base américaine de Manas. Mais le pays a aussi besoin des 50 M\$ que les États-Unis versent tous les ans pour l'utilisation de cette base ; aussi, après la visite éclair de Donald Rumsfeld en forme de contre-attaque le 25 juillet 2005 et, dit-on, un chèque substantiel, le président Bakiev ayant besoin d'argent pour tenir ses promesses électorales⁵¹, concédait que « la base militaire US de Manas pouvait rester en fonction tant que la situation en Afghanistan le requérait ». Le volet pro-russe n'en prédomine pas moins dans la politique étrangère de Bichkek⁵². De même, peu après son retour à Tachkent, le président ouzbek signifiait le 29 juillet 2005 aux Américains qu'ils avaient 180 jours pour quitter la base de Karshi-Khanabad⁵³. Il s'agit là d'un revers pour la stratégie américaine dite des « feuilles de nénuphar », qui, pour contrôler l'Asie centrale, visait la couverture de la région par un réseau de bases militaires. Officiellement, Washington a réagi avec mollesse, laissant s'exprimer le général Richard Myers, chef de l'État-major interarmes. Lequel dérogeait à l'hypocrisie officielle en déclarant publiquement que les bases américaines ne se trouvaient en Ouzbékistan et en Kirghizie « pas seulement eu égard à l'opération en Afghanistan », mais parce que cette région était importante pour les États-Unis « à bien des égards ». Il estimait en outre que la déclaration de l'OCS réclamant le retrait des bases avait été adoptée sous la pression de la Russie et de la Chine.

Hu Jintao avait été reçu en Russie juste avant le sommet de l'OCS (du 30 juin au 3 juillet 2005) et à la veille des grandes manœuvres communes du mois d'août, « Mission de paix 2005 ». A Moscou, outre les déclarations appelant en termes convenus à « un ordre international multipolaire »⁵⁴, la rencontre avec V. Poutine avait, entre autre, pour objectif de donner un tour concret à la coopération militaire entre les deux pays engagée en juillet 2001 par Jiang Zemin et restée une coquille vide. A Novossibirsk, sur le chemin du retour et avant de se rendre au sommet de l'OCS, il rencontrait les responsables du district fédéral de Sibérie pour prôner la coopération régionale, témoignant de la volonté de rapprochement entre les deux pays. Mais sur un autre plan, les manœuvres associant les armées russes et chinoises - pour la première fois depuis celles, conduites dans le contexte historique différent de 1958 - illustrent cette nouvelle proximité dans un registre à signification internationale.

Enfin, il faut noter les avancées chinoises en Asie centrale où, dans le cadre de l'OCS, mais moyennant des accords bilatéraux, se nouent des coopérations portant notamment sur la construction d'infrastructures (autoroutes, oléoducs) et de réalisations industrielles (cimenteries).

⁴⁹ Le Pakistan est le partenaire militaire majeur de la Chine. Allié des États-Unis, sa participation à l'OCS devrait neutraliser les réactions américaines à l'égard d'un "club" que Washington considère comme inamicale. Le journal moscovite *Nezavissimaia Gazeta* notait au lendemain de la rencontre tripartite des ministres des Affaires étrangères à Vladivostok début juin 2005, que pour être parfaitement crédible, l'OCS aurait intérêt à appeler à la participation du Pakistan, autre acteur régional. C'était chose faite le mois suivant. Avec un tel rapport de forces, écrivait le journal, "la nouvelle structure en cours de formation [...] aura bien plus de chances de se transformer en une carte maîtresse et de jouer un rôle stabilisateur en Asie".

⁵⁰ Données déduites de celles fournies par le *Quid 2005*, fondées sur celles de *Population et Sociétés* n° 392 (juillet-août 2003) et de *Population Reference Bureau* (Washington).

⁵¹ "La présence de deux bases rivales est une affaire avantageuse pour la Kirghizie. Depuis 1991, les États-Unis ont octroyé au pays une assistance de l'ordre de 750 M\$ et, en rejoignant pour un temps le camp adverse, Bichkek en a gagné encore 200 " (*Gazeta.kg*, 29.07).

⁵² Le ministre russe de la défense était à Bichkek les 20 et 21/09/05 pour renforcer la coopération militaire entre les deux pays et la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

⁵³ Cette décision venait clore le contentieux américano-ouzbek provoqué par la brutale répression survenue en mai 2005 à Andijan, compliqué par des griefs relatifs à la pollution de l'environnement et des dettes qu'aurait Washington à l'égard de Tachkent. On mesure combien la situation entre ces deux pays s'est dégradée si l'on se rappelle que dès 1995 l'Ouzbékistan était désigné comme « partenaire stratégique » par les États-Unis et qu'il avait signé au printemps 2003 un accord permettant le stationnement de troupes américaines sur son territoire. Un exercice militaire russo-ouzbek s'est déroulé du 21 au 23 septembre 2005.

⁵⁴ Hu Jintao et Vladimir Poutine écrivent: "La tâche centrale, au 21^e siècle, est le maintien de la paix, la stabilité et la sécurité pour tous; elle consiste à assurer le développement sur la base de l'égalité, de l'inviolabilité de la souveraineté, du respect mutuel et du profit mutuel... Toutes les nations ont le droit de choisir leur propre voie de développement. Elles ont tout autant le droit de participer à la vie internationale. Les divergences d'opinions doivent être résolues de façon pacifique, sans action unilatérale ni menace de violence".